

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 29/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AMCOR Speciality Cartons France SAS

2 rue des Violettes

ZI

68190 Ungersheim

Références : 0006700446_2024-02-20_AMCOR_VIIC AN 2024 Rétention
Code AIOT : 0006700446

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2024 dans l'établissement AMCOR Speciality Cartons France SAS implanté 2 rue des Violettes ZI 68190 Ungersheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'accident de Rouen, survenu en 2019 et impliquant un établissement Seveso Seuil Haut lors duquel il est apparu que les rétentions étaient insuffisantes pour récupérer les eaux d'extinction incendie, de nouvelles dispositions réglementaires ont été introduites, notamment dans l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié. Ces dispositions sont aujourd'hui applicables. Le bon dimensionnement des rétentions permet d'éviter des pollutions accidentelles des eaux et des sols.

La présente action vise donc à contrôler la mise en œuvre des échéances réglementaires dans les installations relevant du régime de l'autorisation, en particulier les installations distributrices, utilisatrices ou productrices de produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMCOR Speciality Cartons France SAS
- 2 rue des Violettes ZI 68190 Ungersheim
- Code AIOT : 0006700446
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AMCOR SPECIALTY CARTONS FRANCE SAS assure l'impression par le procédé d'héliogravure d'emballage. Les matières premières de l'usine sont le carton, les encres, les solvants, les vernis et les laques. Le processus de fabrication permet d'obtenir comme produits finis, des emballages cartonnés à destination de l'industrie du Tabac.

L'installation est une imprimerie industrielle soumise à autorisation et soumise à la directive IED (3670).

Thèmes de l'inspection : Rétention et confinement des eaux d'extinction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plans des réseaux d'eaux	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 37	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Confinement des Eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 93	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 40	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Procédure et consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 92	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Propreté	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 19	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Gardiennage et Contrôle d'accès	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 68	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'un projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Déclenchement des systèmes d'obturation	Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 93	Projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités:

- Point de Contrôle N°1: Absence de représentation des systèmes d'obturation sur le plan des réseaux d'eaux du site.
- Point de Contrôle N°2: Encombrement des zones de rétention des eaux d'extinction définies modifiant le volume des bassins de rétention
- Point de Contrôle N°3 : Absence d'un système d'obturation pour la zone des eaux pluviales de toiture.
- Point de Contrôle N°4: Absence de consignes concernant le déclenchement des systèmes d'obturation dans la procédure d'urgence et consignes de sécurité en cas d'incendie.
- Point de Contrôle N°5 : Stockage de matériels et de machines encombrant l'accès à des

installations du site et ne garantissant pas un état de propreté sur le site .

- Point de Contrôle N°6 : Absence de clôtures autour d'installations du site ne garantissant pas l'absence d'accès libre à toute personne étrangère au site.
- D'autre part, les constats réalisés sur site, mettent en exergue une situation où les prescriptions actuellement opposables aux installations doivent être renforcées:
- Point de Contrôle N°7: dans l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter la société AMCOR TOBACCO en date du 10/05/2012, les prescriptions inscrites concernant le confinement des eaux d'extinction incendie sont inadaptées et ne permettent pas de garantir, en toute circonstance, l'absence de rejets d'eaux susceptibles d'être polluées dans le milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plans des réseaux d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 37
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan des réseaux d'eaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux [...] de collecte doit notamment faire apparaître : [...] - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) [...]
Constats : Avant la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection en date du 15/02/2024 un plan nommé "Réseau eaux usées - Plan Général" de référence et dont la dernière mise à jour date du 03/12/2007. Sur ce plan, l'Inspection a pu constater la présence des réseaux d'eaux pluviales extérieures au bâtiment et les eaux pluviales de toiture du site. Cependant, l'Inspection n'a pas pu constater la présence de système d'obturation des réseaux permettant d'isoler les bassins de rétention en cas d'incendie représenté sur ce plan Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Confinement des Eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 93
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement bassin de confinement
Prescription contrôlée : Le site dispose de trois zones de confinement des eaux d'extinction: Zone 1: Fosse bétonnée sous hall 60; 198 m3

<p>Zone 2: Aire extérieure chargement / déchargement; 85 m3</p> <p>Zone 3: Parking Ouest 1139 m3</p> <p>Total: 1422 m3</p> <p>Ces zones seront maintenues en état, notamment l'imperméabilité des surfaces. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle s'est porté uniquement sur l'état et l'encombrement des bassins de rétention.</p> <p>Avant l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel en date du 13/02/2024 une "étude relative au confinement des eaux polluées d'incendie" réalisée le 21/12/2009 par un bureau d'étude (référence: K1392A/09/204), dimensionnant les besoins en eau et les volumes de rétention des eaux d'extinction incendie.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté visuellement l'état et l'imperméabilité des bassins. Ce constat n'appelle pas de remarques.</p> <p>Concernant l'encombrement, l'étude de dimensionnement transmise prend en compte l'encombrement des parkings.</p> <p>Pour la zone de confinement "parking Ouest", la zone a été découpée en 5 parties (de I à V).</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a contrôlé les parties I et II.</p> <p>Selon l'étude transmise, les zones « Partie I EST » et « Partie II OUEST » sont indiquées comme non-encombrées.</p> <p>Cependant, l'inspection a constaté que des voitures étaient présentes à ces endroits lors de la visite.</p> <p>De par ce constat, le volume de la rétention de la zone 3 (Parking Ouest) est modifié et ne correspond plus à la valeur inscrite dans la prescription.</p> <p>Par conséquent, ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 3 : Isolement avec les milieux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 40</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport au milieu naturel.</p> <p>Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection en date du 15/02/2024 les contrôles annuels des 3 dernières années (2021, 2022, 2023) des obturateurs.</p> <p>Ces contrôles comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - entretien de la commande manuelle - contrôle visuel de la position des obturateurs avant essai - essai de gonflage des obturateurs - test d'étanchéité

<p>- vérification visuelle du bon repositionnement des obturateurs après essai</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a contrôlé le bon déclenchement de l'obturateur de la zone 3 à proximité de la presse à balle.</p> <p>Le constat n'appelle aucune remarque particulière de l'inspection.</p> <p>Selon le plan référencé 312.005 (voir constat 1), l'Inspection a constaté que les eaux pluviales de toiture sont canalisées et rejetées au niveau du puits filtrant au Sud-Est du site.</p> <p>Aucun système d'isolement des eaux d'extinction incendie n'a été constaté sur ce point de rejet.</p> <p>Par conséquent, en cas d'incendie et si les pompiers arrosent le toit, les eaux d'extinction incendie potentiellement polluées passant par le réseau d'eaux pluviales de la toiture ne peuvent être confinés sur le site et sont rejetées dans le milieu naturel.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Procédure et consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 92
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure d'urgence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>CONSIGNES DE SÉCURITÉ</p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentes par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>[...]</p> <p>-la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté que le déclenchement des dispositifs de confinement lors d'un incendie n'était pas inscrit dans la procédure d'urgence en cas d'incendie présenté par l'exploitant et disponible aux ESI lors d'un incendie.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de définir et de décrire de manière simple les actions à réaliser par les ESI dans les procédures écrites (procédure d'urgence et déclenchement des dispositifs d'isolement).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 19
Thème(s) : Autre, Encombrement
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. [...] Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. [...]
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de plusieurs machines entreposés à l'extérieur du bâtiment et des zones de production: - une machine dénommée "lemanic 820" et un container de déchets bleu sont stockés au niveau du point de rassemblement n°4 et encombrent l'accès aux tampons du séparateur d'hydrocarbures, du débourbeur et du puits filtrant - une machine est stockée au niveau de la pointe Sud-Est du site (après le pont au niveau du ruisseau Inner Feldbach) - une machine est stockée au niveau du quai de déchargement au niveau du Sud-Est du site et encombre l'écoulement des eaux d'extinction incendie (la machine se situe au niveau de l'entrée des eaux dans la zone de rétention n°1) Ces constats ne garantissent pas un maintien d'un bon état de propreté et constituent une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Gardiennage et Contrôle d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 68
Thème(s) : Autre, Accès au site
Prescription contrôlée : Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. [...]
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a constaté que: - le compacteur de déchets de cartons n'est pas clôturé - la pointe Sud-est du site (au niveau du ruisseau Inner Feldbach) n'est pas clôturée et permet un accès libre au puits d'infiltration, au séparateur d'hydrocarbures ainsi qu'à la vanne de rétention n°2. Ces constats ne garantissent pas qu'aucune personne étrangère ait accès aux installations du site ce qui constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Déclenchement des systèmes d'obturation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2012, article 93
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Le site dispose de trois zones de confinement des eaux d'extinction: Zone 1: Fosse bétonnée sous hall 60; 198 m3 Zone 2: Aire extérieure chargement / déchargement; 85 m3 Zone 3: Parking Ouest 1139 m3 Total: 1422 m3 Ces zones seront maintenues en état, notamment l'imperméabilité des surfaces. L'exploitant veillera à maintenir en permanence une capacité de rétention minimale disponible de 1200 m3. Le confinement du « parking Ouest » sera réalisé en 3 phases: - création de la zone de confinement de 1139m3 pour le 30 juin 2013; - imperméabilisation des espaces verts pour le 30 juin 2014; - confinement du « parking camion » pour le 30 juin 2015.
Constats : Concernant la procédure d'urgence de déclenchement des obturateurs existants sur le site en cas d'incendie, deux protocoles sont mis en place par l'exploitant selon la période de survenue de l'incendie: - En période de présence sur site des salariés, l'exploitant dispose d'une liste d'ESI (Équipiers de Seconde Intervention) qui sont des salariés formés à intervenir en cas d'incendie. Les ESI présents sur site se regroupent dans la salle où sont disposés les procédures et les équipements d'intervention et se répartissent les tâches inscrites dans la procédure, notamment le déclenchement des obturateurs (ce qui n'est pas le cas lors de la visite – voir point de contrôle N°4). - En période de non présence sur site des salariés (notamment le week-end), la société assurant la télésurveillance du site prend contact avec les ESI "d'astreinte". Dans les deux cas, la dépendance à une action humaine pour le déclenchement des obturateurs ne garantit pas une fermeture des obturateurs rapide et l'écoulement d'eaux potentiellement polluées dans le milieu naturel. Compte-tenu que le déclenchement des dispositifs d'isolement n'est pas indiqué dans la procédure d'urgence des ESI; Compte-tenu que la commande d'une des vannes d'obturation (située au nord du parking ouest – panneau de commande à proximité de l'incinérateur) n'est pas accessible facilement depuis l'extérieur car elle se situe derrière les grilles permettant de clôturer l'accès pour toute personne étrangère au site; Compte-tenu que la procédure mise en place hors heure de travail (week-end) ne permet pas de garantir une mise en œuvre rapide du confinement; Compte-tenu que les rejets d'eaux pluviales du site sont rejetées au niveau des eaux souterraines par le biais de puits filtrants ; Compte-tenu que le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) des districts du Rhin et de la Meuse impose que les eaux susceptibles d'être polluées ne doivent pas être rejetées dans les eaux souterraines ; Compte-tenu que pour des exploitations similaires en termes d'activité, de taille et de classification ICPE, des prescriptions plus contraignantes sur l'aspect confinement des eaux d'extinction incendie sont inscrites dans leurs arrêtés préfectoraux. L'Inspection considère que la prescription n'est pas adaptée à garantir que l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un

incendie et que les prescriptions qui incombent à l'exploitant concernant le confinement des eaux d'extinction incendie doivent être revues.
Observations : Au vu des enjeux vis-à-vis de la maîtrise des risques accidentels, un arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires sera proposé à l'exploitant.
Type de suites proposées : Prescriptions actuelles inadaptées
Proposition de suites : Projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires